



Office Public de l'Habitat de Haute-Savoie  
Représentée par Pierre-Yves Antras - Directeur général  
2 rue Marc Le Roux - CS 97006 - 74055 Annecy Cedex  
Téléphone : 04.50.88.22.43  
Email : [marches@oph74.fr](mailto:marches@oph74.fr)  
Adresse internet : [www.hautesavoiehabitat.fr](http://www.hautesavoiehabitat.fr)

## **Règlement de la consultation**

**Mission de maîtrise d'œuvre portant sur des travaux  
d'amélioration énergétique de 30 pavillons**

**à**

**PUBLIER (74500), Résidence « Le Grand Pré »**

*La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.*

**Date limite de remise des offres : 16 mai 2024 – 12h00**

La remise des offres par voie dématérialisée est obligatoire via la plateforme de dématérialisation de Haute-Savoie HABITAT accessible à l'adresse [www.hautesavoiehabitat.fr](http://www.hautesavoiehabitat.fr)  
Espace Entreprise



## **ARTICLE 1 - OBJET ET NATURE DE LA CONSULTATION**

---

**Mission de maîtrise d'œuvre relative aux travaux d'amélioration énergétique de 30 pavillons à PUBLIER (74500), rue des lilas, Résidence « Le Grand Pré ».**

Estimation du coût des travaux : 1 800 000 €HT

Les travaux s'exécuteront en site occupé, cette problématique implique une organisation adaptée et un contact direct entre le candidat et les locataires lors des travaux. Cette notion devra être parfaitement intégrée par le candidat dans son chiffrage notamment pour la partie « suivi de travaux ».

L'ouvrage sur lequel porte la mission de maîtrise d'œuvre appartient à la catégorie « Réhabilitation/Réutilisation du Bâtiment ».

*Le présent marché est régi en matière de maîtrise d'ouvrage publique par les dispositions des articles L2410-1 et suivants et R 2431-1 et suivants du code de la commande publique.*

Il comporte les éléments de missions de maîtrise d'œuvre suivants :

- Etudes d'avant-projet sommaire (APS)
- Etudes d'avant-projet définitif (APD)
- Etudes de projet (PRO)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux (ACT)
- Etudes d'exécution (EXE)
- Direction de l'exécution des marchés de travaux (DET)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)
- Mission complémentaire : Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)
- Mission complémentaire : Audit énergétique

Le contenu de chaque élément est celui qui figure au Titre III, Chapitre 1er, Section 2 (articles R. 2431-4 à R. 2431-23) du Code de la Commande Publique, précisé, le cas échéant par les dispositions du C.C.T.

La mission de base intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens des articles L541-1 à L541-50 et L542-1 à L542-14 du Code de l'Environnement et de ses textes d'application.

## **ARTICLE 2 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION**

---

**Maître d'ouvrage :**

**Haute-Savoie Habitat (Office Public de l'Habitat de la Haute-Savoie)**

Représenté par Pierre-Yves Antras - Directeur général

2 rue Marc Le Roux -CS 97006 - 74055 Annecy Cedex

Téléphone : 04.50.88.22.43

Courriel : [marches@oph74.fr](mailto:marches@oph74.fr) - Adresse Internet : [www.hautesavoiehabitat.fr](http://www.hautesavoiehabitat.fr)

### **Mode de passation**

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique.

### **Visite du site**

Les candidats peuvent accéder librement au site afin de prendre connaissance des extérieurs.

## **Recours à la négociation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier sur le montant et/ou les modalités techniques de l'offre avec les trois candidats les mieux classés.

## **ARTICLE 3 - CANDIDATURES**

---

Ne peuvent concourir et participer aux missions de maîtrise d'œuvre, directement ou indirectement, les personnes ayant pris part à l'organisation administrative et au déroulement de la compétition, les membres de leur famille ainsi que leurs associés groupés ou ayant des intérêts professionnels communs.

Doivent faire acte de candidature des équipes disposant des compétences nécessaires à la réalisation de la mission, a minima : BET Economie, Fluides.

Le choix du mandataire est laissé libre.

Un des membres de l'équipe devra disposer d'une qualification RGE Etudes ou qualification équivalente (voir Article 5 ci-dessous).

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Le marché ne comporte pas de clause d'exclusivité.

## **ARTICLE 4 - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

---

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## **ARTICLE 5 - ORGANISATION GENERALE DE LA CONSULTATION**

---

### **A. Remise et constitution de la candidature et de l'offre**

**La remise des offres par voie dématérialisée est obligatoire via la plateforme de dématérialisation de Haute-Savoie HABITAT** accessible à l'adresse [www.hautesavoiehabitat.fr](http://www.hautesavoiehabitat.fr), Espace entreprises. Le lien redirigera automatiquement sur le profil acheteur (AWS) [www.marches-publics.info](http://www.marches-publics.info)

### **Le dossier comprendra :**

#### Un dossier « candidature »

- L'imprimé **DC1** joint mentionnant l'ensemble des membres de l'équipe et le mandataire de l'équipe
- L'imprimé **DC2** joint pour chaque membre de l'équipe

Les informations fournies dans ce formulaire DC2 doivent permettre de justifier des **capacités professionnelles, techniques et financières de chaque membre de l'équipe.**

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés
- **La liste de références** pour des projets de complexité équivalente
- **Les qualifications (OPQIBI 13.31 ou 13.32 ou 12.24 ou 19.05 ou 19.11 ou 01 A – ou qualification équivalente)** du mandataire ou d'un membre de l'équipe.

#### Un dossier « offre »

- **L'acte d'engagement complété** (Format Word ou PDF)

- La **grille de répartition des honoraires complétée** (format Excel)
- Le **mémoire technique technique et engagement responsable** renseigné par le candidat (format Word ou PDF).

## **B. Signature électronique de l'offre**

**La signature électronique des documents n'est pas exigée pour la remise des offres, seul le candidat retenu sera invité à signer électroniquement l'acte d'engagement, dans un délai de 7 jours maximum.** A défaut, l'acheteur sollicitera directement le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après.

Pour rappel, une signature manuscrite scannée n'a d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

Pour une information plus précise, n'hésitez pas à vous rendre sur le lien suivant d'AWS : <https://www.marches-publics.info/pratique-signature.htm>

La signature de l'acte d'engagement emporte signature de toutes les pièces constitutives du marché qui y sont mentionnées.

**En soumissionnant à cette consultation, les candidats doivent donc anticiper et se munir d'un certificat de signature électronique (CSE).**

Pour obtenir un certificat de signature électronique, le lien suivant vous aidera :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/la-signature-electronique-dans-le-cadre-des-marches-publics/>

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être effectuée au moyen d'un certificat qualifié de signature électronique de niveau avancé, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

*Pour signer électroniquement, le candidat utilisera le format de signature PAdES, autorisé par la réglementation (signature enveloppée directement sur le document pdf et non une signature détachée correspondant à la création d'un fichier de signature distinct). Tout autre format XAdES ou CAdES sera néanmoins accepté.*

## **C. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

## **ARTICLE 6 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Le représentant du pouvoir adjudicateur procèdera à la vérification des conditions de recevabilité des dossiers remis par les concurrents.

Seront exclus de la procédure de jugement :

- les dossiers ne répondant pas aux prescriptions de l'appel à candidatures,
- les dossiers arrivés hors délai.

L'analyse des candidatures s'effectuera en prenant en compte l'expérience ainsi que les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats selon l'article L2142-1 du code de la commande publique.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée

en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse la personne publique se fonde sur les critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

❖ **Montant des honoraires**, pondéré à hauteur de **60 %**

Pour la notation de ce critère, les candidats doivent compléter la grille de répartition des honoraires jointe au DCE.

La formule utilisée sera la suivante :  $60 \times (\text{Offre de l'entreprise moins-disante} / \text{Offre de l'entreprise})$

❖ **Valeur technique**, pondéré à hauteur de **30 %**

❖ **Engagement responsable**, pondéré à hauteur de **10%**

Concernant la valeur technique et engagement responsable, les candidats doivent impérativement compléter dans sa totalité la trame de « Mémoire » jointe au DCE.

**Pièces nécessaires à l'attribution du marché :**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, mentionnés ci-après.

*Le délai imparti par l'acheteur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 7 jours.*

Une attestation d'assurance RC Professionnelle et décennale devra également être produite dans le même délai.

**Documents à remettre par le candidat attributaire :**

- ❖ Les pouvoirs de la personne habilitée à engager la société ;
- ❖ Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) OU une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (8222-5 du Code du travail) ;
- ❖ Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale datant de moins de 6 mois (D8222-5 du Code du travail) ;
- ❖ Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites datant de moins de 6 mois ;
- ❖ La liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat (D8254-2 du Code du travail). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- ❖ Les attestations d'assurance responsabilité civile et décennale en cours de validité ;
- ❖ La copie du ou des jugements prononcés dans le cadre d'un redressement judiciaire.

**Ces documents seront déposés sur la plateforme e-Attestations** (<https://www.eattestations.com/>). Ce moyen permet de simplifier et sécuriser la remise de ces documents.

Si le candidat retenu est déjà inscrit sur la plateforme, il pourra se connecter avec ses identifiants habituels. Dans le cas contraire, il recevra un courriel de la plateforme e-Attestations lui communiquant ses identifiants (à partir de l'adresse électronique suivante : [support@e-attestations.com](mailto:support@e-attestations.com)).

**Remarques :** En cas de groupement, les documents listés ci-dessus devront impérativement être remis pour chacun des co-traitants.

A défaut de satisfaire à cette obligation, le candidat suivant dans le classement sera sollicité pour produire les documents nécessaires.

Aucun des documents listés au présent article ne sera pris en compte s'il est transmis par support papier.

## **ARTICLE 7 - DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL**

---

### **A. Contenu du DCE :**

- Le présent règlement de la consultation
- Acte d'engagement
- Cahier des Clauses Particulières (CCAP) et son annexe Clauses RGPD
- Programme de l'opération et ses annexes (Etudes de Diagnostic, Diagnostics amiante, DPE, Plans)
- Grille de répartition des honoraires
- Cahier des Clauses Techniques (CCT)
- Trame du mémoire technique et engagement responsable
- DC1
- DC2

### **B. Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur : MOE24\_3600**

### **C. Demande de renseignements :**

Les candidats doivent poser leurs questions par écrit via le profil acheteur.

**Toute demande de renseignement doit intervenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des plis.**